

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DE L'URBANISME

58026 NEVERS CEDEX

TEL. : 03.86.60.71.43  
Télécopie : 03.86.60.72.60  
MT

N° 2000-P-2429

consolidé avec  
arrêté 2002-P-4351  
du 11/12/2002

AP Modifié par

AP 2005-P-777

du 23 Mars 2005

ARRETE

portant autorisation d'installer et d'exploiter  
une unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés  
un centre de tri et une plate-forme de maturation des mâchefers  
sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT  
à la Société VALEST

LE PREFET DE LA NIEVRE  
Chevalier de la Légion d'Honneur

AP INITIAL  
Pour Heimour  
ABROGÉ en grande  
partie en 2005

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le code de l'Environnement, notamment son article L 512.3,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée ;
- VU l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances ;
- VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 1991 relatif aux installations d'incinération de résidus urbains ;
- VU la demande déposée en Préfecture en date du 8 novembre 1999, complétée le 17 décembre 1999, présentée par la Société VALEST dont le siège social est situé 226 rue Victor Grignard - 54710 LUDRES, à l'effet d'être autorisée à exploiter une installation classée sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT ;
- VU la tierce expertise de A. NAVARRO sur le traitement des fumées, remise le 29 février 2000 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2000-P-54 du 21 janvier 2000 portant mise à l'enquête publique ;
- VU l'avis du commissaire-enquêteur en date du 4 mai 2000 ;
- VU les avis des services administratifs et des municipalités consultés ;
- VU l'avis et les propositions du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, Inspecteur des Installations Classées en date du 21 juin 2000 ; et 7 mai 2002,
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 3 juillet 2000 ; et 31 mai 2002,
- LE pétitionnaire entendu ;
- SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

.../...

## ARRETE

### TITRE PREMIER

#### OBJET DE L'ARRETE

##### Article 1er - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société VALEST dont le siège social est situé 226, rue Victor Grignard - 54710 LUDRES est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à exploiter une unité d'incinération d'ordures ménagères et assimilés d'une capacité de 46 000 t/an, associée à un centre de tri d'une capacité de 5 400 t/an, à une plate-forme de maturation des mâchefers de 13 000 t/an et à un quai de transfert de 10 000 t/an, située 38, Route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT.

##### Article 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

10000 T/an + 5400 T/an.

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement des installations suivantes :

Centre de tri : bâtiment de 1 200 m<sup>2</sup> avec aire de réception, chaîne de tri, presse à balles, cisailles et stockage avant expédition.

Incinérateur : 1 four 6 t/h associé à une fosse de réception de 1 200 m<sup>3</sup>, à une chaudière à vapeur, un turbo alternateur de 2,7 MVA et un réfrigérant atmosphérique.

Aire de tri et de maturation des mâchefers de 1 800 m<sup>2</sup> équipées d'un crible et d'un séparateur magnétique.

Quai de transfert : constitué de la fosse de 620 m<sup>3</sup> et des équipements de manutention de l'ancienne usine.

**Article 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Rubrique	Désignation	Capacité	Régime	Rayon d'affichage
167 A	Déchets industriels provenant d'installations classées, stations de transit	13 000 t/an	Autorisation	1 km
167 C	Déchets industriels provenant d'installations classées - Traitement	13 000 t/an	Autorisation	2 km
322 A	Station de transit des déchets ménagers et autres résidus urbains	21 000 t/an	Autorisation	1 km
322 b1	Broyage des déchets ménagers	-	Autorisation	2 km
322 B 4°	Incinération des déchets ménagers et autres résidus urbains	6 t/h	Autorisation	2 km
<del>1136</del>	<del>Emploi ou stockage d'ammoniac</del>	<del>30 t/m<sup>3</sup> à 25%</del>	<del>Autorisation</del>	<del>1 km</del>
98 bis C	Dépôt ou atelier de triage de matières usagées à base de caoutchouc, élastomère, polymère	210 m3	Déclaration	-
2515	Broyage, concassage, criblage, etc...	< 200 kW	Déclaration	-
2920	Installation de compression fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar	225 kW	Déclaration	-
253	Dépôt de fioul domestique	Réservoir enterré 30 m3	Non Classable	-
329 A	Papiers usés ou souillés	< 50 t	Non Classable	-
1630	Stockage de lessive de soude renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium	< 100 t	Non Classable	-
2910	Installation de combustion lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont exclusivement du fioul domestique ou du gaz naturel	Groupe électrogène < 2 MW thermique	Non Classable	-

210 m<sup>3</sup> + (m<sup>3</sup>/t)

## **TITRE DEUXIEME**

### **CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION**

#### **Article 4 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS**

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

#### **Article 5 - DISPOSITIONS GENERALES**

5.1. - Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

5.2. - Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

5.3. - Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et matières diverses sont prises :

- . les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc,...), et convenablement nettoyées,
- . les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en tant que de besoin,
- . les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- . des écrans de végétation sont mis en place.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

5.4. - Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Les différentes canalisations seront repérées conformément aux règles ou normes en vigueur.

5.5. - A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement, ou être détruits, et le milieu récepteur.

5.6. - L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc.

#### 5.7. - Valeurs limites des rejets

Les valeurs limites fixées pour les rejets dans le présent arrêté s'entendent dans les conditions ci-après :

- Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

- Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

- Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

- 10 % des résultats de ces mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas de mesures en permanence, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

- Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne constitue un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

### Article 6 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

L'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### Article 7 - CONTROLES

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 8 - ENREGISTREMENT**

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 9 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de 5 ans, sauf spécification contraire.

#### **Article 9 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE**

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires au transport et au stockage des substances toxiques dangereuses ou insalubres, à la prévention, à la collecte, au traitement et à la mesure des pollutions, ainsi que ceux nécessaires à la sécurité.

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente sans délai les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

## **TITRE TROISIEME**

### **PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT**

#### **PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

##### **Article 10 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS**

###### **10.1. - Limitation des consommations d'eau**

Les installations de prélèvement d'eau, quelle qu'en soit l'origine, sont équipées de dispositifs de mesures volumétriques totalisateurs. Ils sont relevés hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre tenu à disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant recherche, par tous les moyens possibles et notamment à l'occasion des remplacements des matériels et de réfection d'ateliers, à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

La réfrigération en circuits ouverts est interdite.

Les réseaux de distribution d'eau sont étanches, constitués de matériaux adaptés aux caractéristiques physiques et chimiques (telle la dureté...) des eaux transportées, maintenus en bon état et faire l'objet de tests appropriés périodiques. Ces réseaux comportent un nombre aussi réduit que possible de points de prélèvement.

###### **10.2. - Réseaux**

L'ouvrage de raccordement au réseau alimentation en eau potable est équipé d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

Les effluents sont collectés puis évacués, suivant leur nature et le mode de traitement à leur appliquer, par un réseau séparatif.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

### 10.3. - Points de rejet

#### Généralités :

Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

#### Identification :

Les points de rejet d'eaux de toute nature dans le milieu récepteur sont au nombre de 2.

Ils sont définis comme suit :

Nature des eaux ou des effluents	Désignation du milieu récepteur
Purges de chaudières Rinçage des laboratoires Effluent de déminéralisation Surverse des extracteurs mâchefers Eaux pluviales Eaux de l'aire de stockage des mâchefers	Rivière le Riot
Eaux sanitaires	Tertres d'épandages <i>à l'aval de la station de traitement            de Fouchon</i>

#### Mesures et prélèvements :

Les ouvrages d'évacuation des eaux en sortie de l'établissement sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons moyens représentatifs du rejet considéré et la mise en place d'appareils de mesure de débit. Ces ouvrages sont en état de fonctionnement en toutes circonstances y compris en période de crues.

Les ouvrages de traitement des eaux résiduaires constitués des éléments suivants : bassin d'orage, séparateur à hydrocarbures, neutralisateur sont équipés, au niveau de la sortie des effluents traités, de dispositifs permettant la mesure et l'enregistrement en continu du débit et la constitution d'échantillons d'effluents représentatifs proportionnels au débit.

Les ouvrages de rejet d'eaux pluviales non polluées sont réalisés pour permettre le prélèvement d'échantillons.



#### 10.4. - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

##### Stockages, rétention, manipulation et transport

Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 litres.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. La vidange de cette capacité ne peut pas se faire, même partiellement, par gravité. Le dispositif permettant la vidange est à commande manuelle.

L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs à double paroi.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, ...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites accidentelles.

Les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

En particulier l'installation d'épuration des fumées est munie d'une rétention d'un volume minimum de 10 m<sup>3</sup>.

### Bassin de confinement et d'orage

Un bassin de confinement des eaux d'orage et des eaux accidentellement polluées et notamment lors de l'extinction d'un incendie ou d'une pollution accidentelle y compris des eaux pluviales est réalisé avec un volume minimal de 400 m<sup>3</sup>. Ces eaux s'écoulent dans ce bassin par phénomène gravitaire ou par un dispositif de pompage dont l'efficacité en situation d'accident peut être démontrée.

Ce bassin est normalement étanche et son étanchéité peut être vérifiée. En période de fonctionnement normal, ce bassin est maintenu vide.)

Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande.

|| Toutes les eaux du site hors sanitaires transitent par ce bassin.

### Équipements et canalisations

Les réservoirs, canalisations et tous équipements accessoires susceptibles de contenir des substances toxiques, dangereuses ou insalubres (fluides, effluents pollués, etc) sont étanches et résistent à l'action physique et chimique de ces substances.

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle à l'intérieur de l'établissement.

### Accessibilité

Les différents réseaux de collecte d'effluents et les organes de visite qui leur sont associés, les organes de contrôle et de commande de matériels tels que vannes d'isolement, les équipements de mesure de débit et de prélèvement d'échantillons, les points de rejet et équipements associés sont accessibles en permanence.

### 10.5. - Installation de traitement

- Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

- Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.

## **Article 11 – EXPLOITATION**

### **11.1. - Transports internes**

Les transports internes à l'établissement de produits dangereux, polluants ou toxiques sont effectués dans le respect du plan de circulation établi par l'exploitant, porté à la connaissance des intervenants.

### **11.2. - Stockages de produits liquides**

L'exploitant prend toutes dispositions pour :

- n'autoriser puis réaliser les transferts de produits que dans des réservoirs présentant un volume vide disponible au moins égal au volume à transférer lors du dépotage considéré,
- disposer en permanence de l'indication du niveau de liquide dans chaque réservoir,
- assurer la vacuité des cuvettes de rétention.

### **11.3. - Consignes spécifiques**

L'exploitant établit, tient à jour et diffuse aux personnels concernés des consignes spécifiques relatives à la limitation de la consommation d'eau et des gaspillages, notamment en ajustant les débits d'eau à des valeurs les plus faibles possibles compatibles avec le bon fonctionnement des installations, le bon déroulement des processus mis en œuvre et des opérations de nettoyage.

### **11.4. - Nature des effluents**

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

## **Article 12 - TRAITEMENT**

### **12.1. - Eaux domestiques et eaux vannes (E D)**

Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement, ou, s'il n'existe pas, traitées conformément aux dispositions du Code des Communes.

### **12.2. - Eaux pluviales et autres eaux propres (E P)**

Elles sont collectées par un réseau spécifique et rejetées via le bassin de confinement et d'orage au milieu naturel constitué de la rivière « le Riot ».

### **12.3. - Eaux des cuvettes de rétention du bassin de confinement en cas d'incident**

Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets.

#### 12.4. - Eaux résiduaires autres (E U)

L'exploitant collecte puis épure les eaux résiduaires dans les conditions suivantes : décantation, passage dans un bassin séparateur d'hydrocarbures, ajustement du pH et toute autre méthode permettant de satisfaire aux valeurs fixées ci-après.

### **Article 13 - VALEURS LIMITES**

#### 13.1. - Prélèvements dans le milieu naturel

Les quantités d'eau prélevées ne peuvent dépasser les valeurs limites suivantes :

Eaux de ville 13 200 m<sup>3</sup>/an hors incident soit 2 m<sup>3</sup>/h

#### 13.2. - Rejets

Les effluents rejetés par l'établissement, quelle que soit leur nature, respectent en toutes circonstances, sans dilution, les prescriptions suivantes :

#### **A - En termes de caractéristiques générales des effluents**

- pH (mesuré dans l'effluent en amont du rejet suivant la norme NFT 90 008) : compris entre 5,5 et 8,5,

- température inférieure à 25°C,

- couleur (mesurée suivant la norme NFT 90 034) : telle que la modification de la couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 ml Pt/l,

- Absence d'odeur dégagée par l'effluent lors de son écoulement dans le milieu naturel ni après 5 jours d'incubation à 20° C.

**B - En termes de débits, de concentrations et de flux**

**B.1. Eaux résiduaires et eaux pluviales après traitement : Rejet dans le Riot.**

PARAMETRE	NORME DE MESURE OU D'ANALYSE	DEBIT (m <sup>3</sup> /j)	
DEBIT	50 m <sup>3</sup> /j		
Paramètres à mesurer	Norme d'analyses NFT	CONCENTRATION (mg/l)	FLUX g/j
MES ✓	90 105	30	1 200/
DCO ✓	90 101	125	5 000
DBO <sub>5</sub> ✗ ↗	90 103	30	1 200
N (NO <sub>3</sub> ) ✗ ↗	90 012	30	1 200
HC ✓	90 114	5	200
Métaux lourds totaux ✗		15	600
Cr6 <sup>+</sup> ✓	90 043	0,1	4
Cd ✓	90 112	0,2	8
Pb ✓	90 112	0,2	8
Hg ✓	90 113	0,05	2
Indice phénol	90 109	0,5	20
Cn libre ✓	90 108	0,1	4
As ✓	90 119	0,5	20
Fluorures ✓	90 004	15	600
AOX ✓	-	1	40

**Article 14 - CONTROLE ET SUIVI DES EFFLUENTS**

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures ou de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées.

Au moins deux analyses par an sont effectuées par l'industriel. Elles portent sur l'ensemble des éléments. Les résultats sont archivés par l'industriel et transmis à l'Inspecteur des installations classées sur simple demande de sa part.

Au cours de la première année, il est réalisé une analyse mensuelle complète.

### **Article 15 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté, au titre de la prévention de la pollution des eaux, sont les suivants :

- plans de tous les réseaux de distribution, de collecte et d'évacuation des eaux tenus à jour et datés, faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, les regards avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques et toutes indications nécessaires à la compréhension,
- résultats des contrôles des rejets et prélèvements d'eaux,
- justificatifs des capacités et de l'étanchéité des rétentions et bassins de confinement.

## **PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

### **Article 16 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT**

#### **16.1 - Conditions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.

Les cheminées permettent une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne puisse à aucun moment y avoir siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...) conformes aux dispositions de la norme NF X 44 052.

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc,...) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les cheminées de l'installation ont les caractéristiques suivantes :

Installation	Hauteur (m)	Diamètre (m)
Four d'incinération	30,5	1,05
Groupe électrogène	3	0,20

#### 16.2. - Stockages

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent,...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

16.3. - Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement.

### Article 17 - TRAITEMENT

Nonobstant les dispositions de l'article 18, l'exploitant doit collecter puis épurer les effluents atmosphériques du four dans les conditions définies ci-après : dépoussiérage, désacidification et stabilisation du taux d'oxygène et d'azote.

### Article 18 - NORMES DE REJET

#### 18.1. - Conditions de mesures

Les débits des effluents gazeux et leurs concentrations en polluants sont rapportés aux conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et une teneur en oxygène de 11 % après déduction de la vapeur d'eau.

Pa.s  
 NO  
 NO<sub>2</sub>  
 O<sub>2</sub> sec  
 O<sub>2</sub> humide  
 N<sub>2</sub>O  
 HCl  
 SO<sub>2</sub>  
 CO<sub>2</sub>  
 CO<sub>x</sub>

- 16 -

## 18.2. - Installation d'incinération

Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après, température minimale des gaz : 170°C, vitesse minimale des gaz : 15 m/s, débit maximal 26 600 Nm<sup>3</sup>/h de gaz secs.

160°C  
 12  
 12 / 60 5000 m<sup>3</sup>/h  
 60 33000 m<sup>3</sup>/h de gaz secs

Paramètres	Valeur en moyenne journalière	Valeur en moyenne sur une demi-heure	Flux horaire maximal
Monoxyde de carbone	50 mg/Nm <sup>3</sup>	100 mg/Nm <sup>3</sup>	1 330 g/h
Poussières	10 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>	266 g/h
Substances organiques (en carbone organique total)	10 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>	266 g/h
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 mg/Nm <sup>3</sup>	60 mg/Nm <sup>3</sup>	266 g/h
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	4 mg/Nm <sup>3</sup>	26,6 g/h
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50 mg/Nm <sup>3</sup>	200 mg/Nm <sup>3</sup>	1 330 g/h
Métaux lourds :			
Cd + TI		0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	1,33 g/h
Hg		0,05 mg/Nm <sup>3</sup>	1,33 g/h
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te		0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	13,3 g/h
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Sn + Se + Te + Zn		5 mg/Nm <sup>3</sup>	133 g/h
Dioxines et furannes*	0,1 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>		26.10 <sup>-6</sup> g/h

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

\* La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications du tableau de l'article 19.2 du présent arrêté.

Cette concentration doit être entendue comme étant une moyenne sur la durée de l'échantillonnage comprise entre 6 heures au minimum et 8 heures au maximum.



## Article 19 - CONTROLE ET SUIVI DES REJETS

L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées. Cette surveillance s'exerce dans les conditions ci-après.

### 19.1. - Contrôle périodique des rejets (autosurveillance)

Les modalités du contrôle des rejets des gaz après traitement sont définies ci-après :

- Mesure en continu du débit, de la température et de la concentration en poussières, en HCl, en CO, en O<sub>2</sub> et en SO<sub>2</sub> et calcul de la teneur en vapeur d'eau et en CO<sub>2</sub> des gaz rejetés par chacune des cheminées.
- Le dépouillement de l'enregistrement de ces contrôles est adressé, chaque trimestre, à l'Inspecteur des installations classées. Il comprend pour chaque jour de fonctionnement et pour les paramètres poussières, HCl, CO et SO<sub>2</sub>, les informations suivantes : concentration maximale et flux émis (valeurs rapportées à une teneur en CO<sub>2</sub> de 9 % dans les gaz).

Ces résultats seront accompagnés des commentaires appropriés et nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leurs incidences.

### 19.2. - Validation de l'autosurveillance et autres contrôles

L'exploitant fait procéder chaque mois la première année, puis tous les 3 mois, aux prélèvements de gaz, à la mesure et à l'analyse des paramètres cités à l'alinéa 18.2 suivant les normes en vigueur ou, si elles n'existent pas, suivant un mode opératoire soumis préalablement à l'approbation de l'Inspecteur des installations classées, par un organisme extérieur choisi en accord avec l'Inspecteur des installations classées. Pour les analyses, cet organisme est un laboratoire agréé par le Ministre chargé de l'environnement. La durée de ces opérations de prélèvements et mesures est au moins d'une heure.

Pour déterminer la concentration en dioxines et furannes définie ci-dessus comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes énumérées ci-après par les facteurs d'équivalence suivants (en utilisant le concept d'équivalent toxique) :

		Facteur d'équivalence toxique
2, 3, 7, 8	Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1, 2, 3, 7, 8	Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0,5
1, 2, 3, 4, 7, 8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1, 2, 3, 7, 8, 9	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1, 2, 3, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0,1
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8	Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0,1
	Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0,001
2, 3, 7, 8	Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0,1
2, 3, 4, 7, 8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,5
1, 2, 3, 7, 8	Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0,05
1, 2, 3, 4, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 7, 8, 9	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
2, 3, 4, 6, 7, 8	Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0,1
1, 2, 3, 4, 6, 7, 8	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
1, 2, 3, 4, 7, 8, 9	Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0,01
	Octochlorodibenzofuranne (OCDF)	0,001

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

Les rapports établis par ces organismes sont systématiquement transmis à l'Inspecteur des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle correspondant.

*Dans le cas ou des dépassements sont constatés, l'IPC doit être immédiatement informée.*

#### Article 20 - ENREGISTREMENT

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de la prévention de la pollution atmosphérique, les suivants :

- résultats des contrôles des rejets à l'atmosphère,
- rapports des interventions de maintenance, incidents ou accidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme ou l'arrêt des installations avec indication et justification des mesures correctives subséquentes.

## **PREVENTION ET LUTTE CONTRE LE BRUIT**

### **Article 21 -**

#### **21.1. - Généralités**

Les prescriptions du présent article 21 sont définies en application et en complément de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **21.2. - Niveaux acoustiques admissibles**

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :

ZONES CONCERNEES	NIVEAU LIMITE en dB (A)	
	de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés
Limite de propriété	60	50

#### **21.3. - Contrôles périodiques**

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les cinq ans, à une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, seront réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, le long du CD 167.

Les mesures seront effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'Inspecteur des installations classées.

#### **21.4. - Enregistrement**

Les résultats des contrôles prévus au 21.3 ci-dessus sont conservés de façon à toujours avoir au moins les comptes rendus des trois derniers contrôles.

## **TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS**

### **Article 22 - CONCEPTION - AMENAGEMENT**

Le stockage temporaire des déchets s'effectue à l'intérieur de l'établissement dans des zones spécialement aménagées formant rétention étanche et protégées des eaux météoriques.

Ces zones sont telles que le stockage ne présente pas de risque d'envols et d'odeurs gênants pour les populations avoisinantes et l'environnement.

### **Article 23 - EXPLOITATION ET TRAITEMENT**

Les déchets sont manipulés et stockés de manière à éviter tout mélange susceptible de générer une réaction dangereuse ou une pollution des eaux ou du sol, des émanations d'odeurs ou de composés toxiques ou dangereux.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspecteur des installations classées. Il tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les déchets sont collectés, conditionnés, stockés, traités,... conformément aux indications données dans le tableau de l'article 24.

## Article 24 - CARACTERISTIQUES DES DECHETS

L'exploitant doit satisfaire les dispositions figurant dans le tableau ci-après pour les déchets produits en marche normale.

Désignation du déchet	Quantité maximale annuelle produite	Conditions de stockage			Mode d'élimination
		Mode (1)	Quantité maximale	Durée maximale	
Déchets d'incinération hors cendres, dont	13 000 t	V			
* Mâchefers	10 400 t	V	26 000 t	2 ans	Décharge ou valorisation
* Métaux ferreux	900 t	V ou B	100 t	2 semaines	Valorisation
* Autres monstres	400 t	V ou B	100 t	1 semaine	Décharge ou valorisation
<i>Emballages usagés</i>					
* Rebus de criblage (2)	650 t	V	50 t	1 mois	Décharge
Cendres	2 070 t	V	100 t (silo)	2 semaines	Décharge
Huiles usagées	1 500 l	F	1 500 l	1 an	Valorisation

*Refuser 13,25% du bonrage incinéré ) 1300 t - 35t silo - 35t 1/1000 t (plein charge)*

(1) F = fûts ; V = vrac ; B = bennes ; C = citernes

(2) Déchets issus du tri des mâchefers

Pour les autres déchets (ceux résultant d'un sinistre, d'un accident de fabrication, du démantèlement d'une installation,...) ou dans le cas de la défaillance d'une filière de traitement, les conditions de stockage provisoires et d'élimination sont définies par l'exploitant et font l'objet d'une information préalable de l'inspecteur des installations classées.

## Article 25 - CONTROLE ET SUIVI

Les analyses et tests de caractérisation des déchets industriels spéciaux (résidus d'épuration des fumées, produits chimiques, etc...) sont renouvelés au moins chaque trimestre.

## **Article 26 - ENREGISTREMENT**

Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de l'élimination des déchets, les suivants :

- Registre de contrôle de la production et de l'élimination des déchets sur lequel sont portés, a minima pour chaque déchet, les renseignements suivants :

- . nature, origine et codes de la nomenclature des déchets,
- . quantité produite,
- . date (ou période) de production correspondante,
- . date d'enlèvement,
- . nom et adresse du transporteur,
- . mode de traitement,
- . nom et adresse de l'entreprise effectuant le traitement et, en tant que de besoin, du regroupeur ou du centre de transit.

- Registre de contrôle de l'état des stocks des déchets dans l'établissement. Ce registre devra, a minima pour chaque déchet concerné, comporter les renseignements suivants :

- . nature et origine,
- . quantité stockée,
- . date de mise en stockage.

## **SECURITE**

### **Article 27 - RISQUES NATURELS**

#### **27.1. - Foudre**

Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées sont applicables aux installations d'incinération, de tri et aux équipements annexes.

#### **27.2. - Inondations**

Toutes mesures sont prises pour éviter qu'en cas d'inondation les produits de toute nature susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés. Pour ce faire, les stockages sont ancrés.

## Article 28 - ACCES, SURVEILLANCE

L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 m, est suffisamment résistante pour éviter l'accès délibéré aux installations.

Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement.

Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.

## Article 29 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

### 29.1. - Voies et aires de circulation

Les installations sont facilement accessibles par les services de secours.

Les voies et aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services de lutte contre l'incendie et de secours puissent évoluer sans difficulté.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées.

L'accès à l'usine à partir du CD 167 sera aménagé pour bénéficier d'un système « tourne à gauche ». ~~Lors de la réalisation de la liaison A-77 - RD-40, une voirie spécifique sera créée pour relier le centre au rond-point le plus proche.~~

### 29.2. - Installations électriques

Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100.

De plus, dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives, l'exploitant définit et utilise des installations électriques conformes à l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

Les appareils et masses métalliques exposés à de telles atmosphères (poussières combustibles, solvants,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle. La mise à la terre est unique et effectuée suivant les règles de l'art. Elle est distincte de celle des dispositifs éventuels de protection contre la foudre. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement vérifiées et sont conformes aux normes en vigueur.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation.

### 29.3. - Autres installations

Les canalisations d'égout doivent être munies de siphons coupe-feu ou de dispositifs de protection contre le danger de propagation d'incendie ou de dispositifs autres présentant des caractéristiques au moins équivalentes.

29.4. - Un mur coupe feu de degré 4 h dépassant la toiture d'au moins 1 m sépare l'unité d'incinération du centre de tri. Il pourra être remplacé par un rideau d'eau.

29.5. - La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 m du mur coupe feu prévu à l'article 29.4.

Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

29.6. - Des voies de circulation sont aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire d'attente pour 5 camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

29.7. - Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

29.8. - Des issues de secours doivent être prévues en nombre suffisant et réparties dans les locaux de façon à éviter les culs de sac.

29.9. - La cabine de pilotage du four est protégée contre les risques d'incendie et d'explosion. Elle est alimentée en air filtré à partir d'une zone protégée et peut être confinée en cas d'incident.



### Article 30 - EXPLOITATION

30.1. - Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout obstacle susceptible de gêner la circulation et l'intervention des secours.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Ces règles sont portées à la connaissance des intéressés par les moyens appropriés tels que panneaux de signalisation, feux, marquages au sol, consignes de circulation,...

~~20.2.~~ Les quantités de produits combustibles consommables présentes dans chaque atelier ne dépassent, en aucune circonstance, les quantités nécessaires pour une journée de travail [ou pour une opération de production].

L'exploitant dispose, chaque jour, de l'état du stock de produits toxiques ou inflammables.

L'exploitant a à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation ; les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de <sup>du centre de tri</sup> l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

30.3. - L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

30.4. - Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations doivent être fermés à clef.

L'usine fonctionne 24 h sur 24.

Les heures de réception sont de 6 h à 22 h.

30.5. - Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets livrés.

30.6. - Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

30.7. – Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

30.8. – Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'installation doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs).

30.9. – Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols.

En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

30.10. – Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'Inspecteur des installations classées.

30.11. – L'établissement doit être tenu en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées pendant un an.

30.12. – Le brûlage à l'air libre est interdit.

30.13. – L'incinération de déchets triés susceptibles de valorisation est soumise à l'information préalable du Préfet et de la Commission Locale d'Information.

## Article 31 - MOYENS DE SECOURS ET D'INTERVENTION

### 31.1. - Détection et alarme

Les moyens de détection et d'alarme sont accessibles en permanence.

L'ensemble de ces équipements dont dispose l'exploitant est constitué au moins de :

- la surveillance permanente des fosses de stockage des déchets bruts, )) ??
- la détection incendie de l'ensemble des locaux technique avec alarme locale et report en salle de contrôle de l'incinérateur et télétransmission en cas d'absence du personnel,
- détection CO dans les locaux de l'incinérateur. ( près du brûleur ) //

### 31.2. - Formation

L'exploitant s'assure de la qualification professionnelle et de la formation à la sécurité du personnel de son établissement et des intervenants d'entreprises extérieures.

### 31.3. - Consignes

L'exploitant élabore des consignes de sécurité et veille à leur compréhension correcte par le personnel de l'établissement, les entreprises sous traitantes et les membres des services d'intervention, publics et privés, extérieurs à l'établissement.

Ces consignes sont affichées, suivant leur nature, de manière à être aisément accessibles par les personnes concernées.

Ces consignes prévoient, notamment dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion :

- l'interdiction de fumer, d'utiliser des feux nus et tout autre appareil susceptible de produire des étincelles ou, plus généralement, de produire une énergie d'allumage suffisante des vapeurs ou autres composés combustibles susceptibles d'être présents,
- les modalités de délivrance, par le chef d'établissement ou par la personne qu'il a nommément désignée, du permis de feu et de mise en œuvre de celui-ci.

A chaque permis de feu est jointe une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Une consigne précise la conduite à tenir durant les périodes transitoires de démarrage et d'arrêt des installations, elle indique les incidents susceptibles d'arriver et les mesures à prendre pour en limiter les effets.

#### 31.4. - Plan d'intervention

L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance.

#### 31.5. - Moyens matériels et humains

##### 31.5.1. - Moyens matériels

L'établissement doit être doté au moins de :

- 15 extincteurs répartis dans l'usine et de nature adaptée au risque présent,
- 10 R.I.A répartis dans les locaux à risque, leur réseau est secouru par un groupe diesel alimenté en eau par la capacité ci-après,
- réserve d'eau de 200 m3, ( *basin d'eau claire* )
- 2 poteaux d'incendie armés DN100 au Nord et au Sud de l'installation de débit supérieur à 60 m3/h sous 1 bar,
- 2 appareils respiratoires en salle de contrôle du four.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

##### 31.5.2. - Moyens humains

L'exploitant constitue une équipe de première intervention composée de 2 membres au moins opérationnels en permanence pendant les heures de fonctionnement de l'établissement.

#### Article 32 - CONTROLES

Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.

Les extincteurs sont vérifiés chaque année par un organisme compétent. L'indication en est portée sur chaque appareil.

### Article 33 - ENREGISTREMENT


Les documents visés à l'article 8 du présent arrêté sont, au titre de la sécurité, les suivants :

- plan de définition des zones de dangers défini à l'article 28, ✕
- registre des incidents et accidents survenus en cours d'exploitation. Ce registre doit comporter la description, l'analyse de ceux-ci ainsi que la définition de la justification des mesures correctives, ✕
- rapport de contrôle des installations électriques prévu à l'article 32, ✓
- plans d'intervention prévus à l'article 31.4,
- registre des consignes.

## IMPACT VISUEL

### Article 34 - PRESCRIPTIONS CONCERNANT L'IMPACT VISUEL

En vue d'assurer l'intégration des installations dans le paysage, l'exploitant

- 
- aménage et maintient en bon état de propreté (peinture,...) les abords de l'établissement et des installations notamment en procédant à un aménagement paysager des espaces non bâtis. Notamment, les émissions de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier,
  - assure le démantèlement des installations abandonnées,
  - enfouit les lignes électriques et téléphoniques.

## SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT

### Article 35 - SURVEILLANCE DE L'AIR

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air et des retombées.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses sont fixées en accord avec l'Inspecteur des installations classées au vu de l'étude par un bureau spécialisé qui sera remise dans un délai de 12 mois.

Les résultats sont transmis chaque année à l'Inspecteur des installations classées.

### Article 36 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Deux puits, au moins, sont implantés en aval du site, la définition du nombre de puits et de leur implantation doit être faite à partir des conclusions d'un hydrogéologue.

Deux fois par an, au moins, le niveau piézométrique doit être relevé et des prélèvements doivent être effectués dans la nappe.

L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation : DCO, HC, Fe, Cr, Pb, Hg, Sulfates, fluorures, chlorures, AOX. Les résultats de mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Toute anomalie doit lui être signalée dans les meilleurs délais.]

Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant doit s'assurer par tous les moyens utiles que ses activités ne pas à l'origine de la pollution constatée. Il doit informer le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

### Article 37 - SURVEILLANCE DES SOLS

Dans un délai de 1 an, l'exploitant remettra à l'Inspecteur des installations classées une étude sur l'effet de l'usine d'incinération sur les sols, depuis son existence, dans la zone de retombée de panache, notamment vis à vis des dioxines, des métaux lourds et de l'acidité.

Cette étude, mise à jour tous les 5 ans, sera communiquée à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

#### Article 37 bis - Surveillance des produits animaux

Un échantillon de la production laitière d'au moins deux exploitations situées de préférence sous les vents dominants de l'incinérateur et d'un témoin hors périmètre seront prélevés par la Direction des Services Vétérinaires et analysés dans un laboratoire accrédité, choisi en accord avec cette Direction.

L'analyse portera sur les métaux lourds (plomb, mercure, cadmium) les dioxines et furanes.

Les résultats seront transmis aux agriculteurs, à la Direction des Services Vétérinaires et à l'Inspecteur des Installations Classées avant le 31 décembre 2002.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

#### Article 37 ter - Impact sanitaire

L'exploitant est tenu de remettre, avant le 31 mars 2003, une évaluation de l'impact sanitaire de l'installation.

Cette étude mettra en évidence l'impact sanitaire de l'usine d'incinération.

Le choix du bureau d'études sera soumis à l'accord de la DDASS assistée de la DRASS (CIRE) et de l'Inspecteur des Installations Classées.

## TITRE QUATRIEME

### PRESRIPTIONS PARTICULIERES

#### Article 38 - PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ADMISSION DES DECHETS DANS L'ETABLISSEMENT

##### 38.1. -- Déchets admissibles

Les catégories de déchets admissibles dans l'installation sont :

- les ordures ménagères collectées et apportées par les collectivités,
- les déchets des particuliers ou des établissements artisanaux, industriels et commerciaux, assimilables aux ordures ménagères, hormis les emballages tels que définis à l'article 37.2.

L'origine géographique de ces déchets (lieu de production) est l'ensemble des communes du département de la Nièvre et arrondissements limitrophes de l'Allier, du Cher, du Loiret et de l'Yonne.

##### 38.2. -- Déchets interdits

Les déchets suivants sont notamment interdits :

- les déchets industriels spéciaux,
- les déblais, gravats, décombres et débris provenant des travaux publics ou de l'activité des particuliers,
- les déchets liquides ou pâteux,
- les déchets radioactifs,
- les plastiques d'origine industrielle,
- les déchets résultant de l'abandon des emballages d'un produit à tous les stades de la fabrication ou de la commercialisation, autres que ceux de la consommation issus de l'utilisation par les ménages, et dont les détenteurs en produisent un volume hebdomadaire supérieur à 1 100 litres,
- les déchets contenant des emballages définis précédemment,
- les déchets des activités de soins et de laboratoires médicaux,
- les pneumatiques,
- les déchets pharmaceutiques autres que ceux provenant des ménages.

##### 38.3. - Quantités de déchets admissibles

La quantité maximale annuelle de déchets admissibles dans l'établissement est de 61 400 tonnes, soit 46 000 t de déchets à incinérer, 5 400 t vers le centre de tri et 10 000 t de transfert.

19  
16

#### 38.4. – Condition d'admission

##### 38.4.1. – Contrôle

Les ordures ménagères font l'objet d'un contrôle visuel par au moins une personne nommément désignée par l'exploitant, au cours du déchargement des bennes.

Les déchets apportés par les particuliers feront l'objet d'un certificat d'acceptation préalable (CAP) de la part de l'exploitant. Ce CAP précisera au moins :

- l'identification du producteur,
- la nature détaillée des déchets,
- la provenance,
- les quantités apportées,
- la fréquence des apports.

En cas d'absence du CAP, de non conformité du CAP, ou de non conformité avec les critères d'admissibilité des déchets (article 37.2), le chargement est refusé.

##### 38.4.2. – Admission

Tous les déchets admis sont pesés.

L'exploitant reporte sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations classées, et par ordre d'arrivée des déchets, les renseignements suivants :

- la date d'arrivée,
- les références du producteur (seulement pour le cas des déchets hors collecte des ordures ménagères),
- le poids,
- la nature du déchet,
- les références du transporteur (nom du transporteur, numéro d'immatriculation du véhicule).

##### 38.4.3. Contrôle de la radioactivité

« Tout déchet entrant sur le site fait l'objet d'un contrôle de radioactivité avant tout déchargement du véhicule qui l'a transporté ».

Au cas où une radioactivité anormale serait détectée, le véhicule sera isolé, le Préfet (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile) sera immédiatement prévenu ainsi que l'Inspecteur des Installations Classées.

#### Article 39 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS DE CRIBLAGE DES MACHEFERS

L'ensemble des résidus de tri des mâchefers (encombrants, métaux ferreux, résidus imbrûlés et métaux non ferreux) sont recueillis dans des réceptacles spécifiques implantés sur une aire étanche.

La teneur maximale en imbrûlés des mâchefers obtenus après ce tri est de 5 % (mesurée sur produits secs à 103°C ± 2°C).

Les mâchefers non conformes et les refus de criblage sont envoyés en décharge d'ordures ménagères.



**Article 40 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A L'ELIMINATION DES MACHEFERS  
D'INCINERATION ISSUS DES INSTALLATIONS**

**40.1. – Définition**

L'exploitant mettra en place une station de traitement et de maturation qui doit permettre le stockage temporaire et le traitement des mâchefers entre la production de ceux-ci par l'usine d'incinération des résidus urbains et la valorisation en techniques routières. La durée du séjour des mâchefers sur l'installation ne doit pas alors excéder douze mois. Dans le cas où ni la simple maturation, ni même les traitements complémentaires éventuellement exercés sur le site de l'installation ne permettent d'atteindre les caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, les mâchefers non valorisables devront être dirigés vers une installation de stockage dûment autorisée au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement. De même, les mâchefers susceptibles d'être valorisés mais qui ne trouveraient pas de débouché seront éliminés dans les conditions précitées.

**40.2. – Aménagement**

La zone de stockage et de manutention doit être implantée à plus de 100 m de toute habitation (en dehors des locaux de gardiennage), des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et à plus de 200 m des établissements recevant du public.

L'aire de stockage et de traitement des mâchefers est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle sera étanche et pentée d'au moins 1,5 % afin de permettre le drainage des eaux de percolation recueillies et de ruissellement. Les mâchefers ne doivent en aucun cas être stockés à même la terre.

Les eaux de percolation et de ruissellement sont récupérées dans un bassin de rétention défini à l'article 10.4..

**40.3. – Exploitation**

L'installation de maturation traite exclusivement les mâchefers issus de l'usine d'incinération, objet de la présente autorisation.

Les aires de stockage et de manipulation sont maintenues propres en permanence.

Tout apport d'ordures ménagères, de résidus de l'épuration des fumées ou de tout autre déchet est interdit.

Il est interdit de déposer des mâchefers sur les aires de circulation et de stationnement.

#### 40.4. - Gestion du stockage et traitement

L'origine et la date d'arrivée des mâchefers ainsi que leur localisation dans l'installation sont consignées dans un registre tenu par l'exploitant à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Les mâchefers sont identifiés par lots. Un plan de gestion des lots de mâchefers est réalisé.

#### 40.5. - Eaux résiduelles

Les eaux collectées dans le bassin associé à l'aire de stockage et de traitement des mâchefers sont rejetées dans le « Rivot » après, au besoin, épuration dans l'installation de traitement des eaux résiduelles de l'établissement et conformément aux dispositions des articles 12 et 13 du présent arrêté, notamment en ce qui concerne la qualité des eaux rejetées.

#### 40.6. - Traitement des mâchefers

Le suivi de ce traitement ainsi que le contrôle des mâchefers est effectué conformément à la circulaire du Ministère de l'Environnement en date du 9 mai 1994.

En particulier, l'exploitant définit une procédure de suivi de la qualité pour garantir à tout moment la qualité et les caractéristiques des matériaux issus du traitement et de la maturation vis-à-vis de leur destination. Cette procédure est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Préalablement à l'utilisation en techniques routières, chaque lot fait l'objet d'une appréciation de sa qualité par un échantillonnage adéquat ou une analyse statistique de sa composition moyenne. Si les résultats obtenus ne sont pas conformes aux caractéristiques des mâchefers à faible fraction lixiviable, le lot est maintenu sur le site ou expédié, après une durée maximum de stockage de douze mois, vers une installation de stockage permanent de déchets ménagers et assimilés, dûment autorisée au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Un registre consigne les informations relatives à la sortie des mâchefers pour valorisation, avec l'identité et les coordonnées du destinataire et le lieu indiqué de mise en œuvre.

Ce registre et les résultats des analyses réalisées sur les lots de mâchefers valorisés sont tenus à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées pendant une durée de 3 ans.

2. Un bilan annuel d'activité reprenant notamment les informations figurant dans les registres cités ci-dessus est adressé à l'Inspecteur des installations classées et aux exploitants des usines d'incinération dont les mâchefers sont accueillis sur le site. Ce bilan comprend notamment les indications citées plus haut sur les lieux de mise en œuvre des mâchefers.

**Article 41 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA VALORISATION DE L'ENERGIE  
PRODUITE PAR LES INSTALLATIONS D'INCINERATION**

L'exploitant effectue annuellement le bilan de l'énergie thermique produite par les installations d'incinération et de l'énergie valorisée (sous forme d'électricité consommée ou cédée, de calories consommées ou cédées, etc...).

Ce bilan sera adressé à l'Inspecteur des installations classées dans le courant du mois de janvier suivant l'année concernée par ce bilan, il est également transmis à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

**Article 42 – FIN D'EXPLOITATION**

La mise à l'arrêt définitive de l'installation fera l'objet de prescriptions spécifiques portant notamment sur l'évacuation des déchets et produits dangereux et sur les contrôles des pollutions éventuelles du sol ou de l'eau souterraine.

Les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles doivent être neutralisées par remplissage avec un matériau solide inerte (sable, béton maigre).

**Article 43 – PRESCRIPTIONS RELATIVES AU CENTRE DE TRI**

**43.1. – Capacité**

La capacité moyenne journalière du tri est de 21 tonnes de déchets ménagers issus de collectes sélectives hors fermentescibles ou de déchets industriels banals assimilables aux ordures ménagères sur deux postes pour un tonnage annuel de 5 400 tonnes.

La capacité maximale des déchets en attente de tri ou de refus de triage correspond au maximum à 3 jours de production, soit 75 tonnes ou 750 m<sup>3</sup>.

La capacité maximale de stockage des déchets triés est limitée à la plus petite des deux valeurs 500 m<sup>3</sup> ou 500 tonnes.

**43.2. – Exploitation**

Les produits triés doivent être conditionnés de la façon suivante :

- mise en balle pour les produits légers : papiers, plastiques, complexes, etc...
- benne pour le fer, l'aluminium, les journaux et magazines,
- container étanche pour les toxiques dispersés.

Les refus de tri sont incinérés dans l'installation voisine ou mis en décharge dans des conditions conformes à la réglementation.

## **Article 44 – INFORMATION DU PUBLIC**

### **44.1. – Documents d'information**

L'exploitant établira un dossier comprenant :

- une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue,
- l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour,
- les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions des lois du 15 juillet 1975 et du 19 juillet 1976 susvisées,
- la nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours,
- la quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetés dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours,
- un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

Ce dossier est mis à jour chaque année. Il est adressé, chaque année, un exemplaire au Préfet, au Maire de la commune sur le territoire de laquelle l'installation d'élimination des déchets est implantée et à l'Inspecteur des installations classées. Il peut être librement consulté à la mairie de la commune.

### **44.2. – Commission locale d'information et de surveillance**

Une commission locale d'information et de surveillance sera instituée dans un délai de 12 mois. Le rôle de cette commission est de promouvoir l'information au public sur le fonctionnement des installations et les éventuels problèmes rencontrés, en ce qui concerne la protection de l'environnement et de la santé humaine.

Le document défini à l'article ci-dessus est présenté à la commission.

## TITRE CINQUIEME

### **MESURES EXECUTOIRES**

#### Article 45 - Droit des Tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Article 46 - EXTENSION - TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute extension, tout transfert sur un autre emplacement ou toute transformation entraînant une modification notable des conditions d'installations telles qu'elles sont définies dans le dossier de demande nécessitent au préalable l'obtention d'une autorisation complémentaire.

Si cet établissement change d'exploitant, le successeur ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise de possession. Le cessionnaire avise également l'autorité préfectorale.

#### ARTICLE 47 - ANNULATION ET DECHEANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou si l'établissement reste inexploité pendant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à toutes les dispositions que l'administration jugerait utile de prescrire ultérieurement dans l'intérêt de la salubrité et de la commodité publique.

L'autorisation peut être rapportée à toute époque si le pétitionnaire ne se conforme pas aux conditions prescrites, et cela indépendamment de toutes autres poursuites prévues par les textes réglementaires.

#### ARTICLE 48 - SANCTIONS

Dans le cas où le pétitionnaire ne se conforme pas aux prescriptions qui précèdent, il peut être poursuivi conformément aux dispositions prévues aux titres VI et VII de la loi du 19 juillet 1976 susvisée.

#### ARTICLE 49 - PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

#### ARTICLE 50 -

Le titulaire de la présente autorisation devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspecteur des installations classées, par tous les agents commis à cet effet par l'administration préfectorale en vue d'y faire les constatations qu'ils jugeront nécessaires.

#### ARTICLE 51 - Notification et publicité

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait du présent arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de FOURCHAMBAULT et tenue à la disposition du public. Un extrait, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées, sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

#### ARTICLE 52 - Délai et voie de recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de DIJON. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

#### ARTICLE 53 - Exécution et ampliation

- M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- M. le Maire de FOURCHAMBAULT,
- M. le Président du SIVOM de la région de NEVERS,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,
- Mme le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- M. le Directeur Départemental de l'Equipement,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- M. le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
- M. le Chef du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile,
- Mme le Directeur Régional de l'Environnement,
- M. le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie de la Nièvre,
- M. l'Inspecteur des Installations Classées à NEVERS,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation leur sera adressée.

Pour ampliation

Fait à NEVERS, le 13 JUL. 2000

LE PREFET,

Le Chef de Bureau délégué



Christine LE METAYER

Philippe PONDAVEN